

# Compte-rendu du CSE Réseau - Octobre 2025

### Ne tirez pas sur le pianiste (il n'est pas en grande forme).

Ce CSE d'octobre, l'avant-dernier de la mandature avant les élections professionnelles, était extrêmement dense avec un ordre du jour bien chargé.

Nous avons abordé un bilan social inquiétant, une situation de l'emploi en recul et surtout une expertise sur la compression d'effectifs, une érosion qui vient saigner davantage le réseau et compromettre l'avenir.

Pour mémoire, le CSE central a décidé de saisir la justice sur la remise en cause de l'accord collectif par la présidente de FTV.

Le climat de défiance générale à l'égard de l'entreprise nous incite à alerter la direction sur les dangers qui pèsent également sur le réseau France 3 notamment dans le rapport de la cour des comptes.

Pour Christophe Poullain, « ce rapport semble favorable au réseau en saluant ses efforts financiers ». Une réponse lénifiante en raison du rabotage des emplois et les baisses récurrentes de budget dans les antennes depuis plus de 10 ans.

#### Voir ici notre liminaire

## Compression inquiétante des effectifs.

Le rapport SECAFI sur la compression d'effectifs n'est pas optimiste pour l'avenir car selon l'experte : » le pire serait pour demain car cette érosion de l'emploi à bas bruit se voit un petit peu aujourd'hui mais demain ça va se voir beaucoup plus ».

Le seul projet d'avenir ce sont les économies et c'est très inquiétant, car il n'y a pas de remise à plat globale de l'organisation.

L'effort se portera principalement sur les emplois car demain il y aura de plus en plus de départ à la retraite et que se passera-t-il alors sans véritable cap ?

L'experte s'interroge sur l'équilibre entre ceux qui fabriquent et les encadrants : « c'est une question qui fâche » dit-elle.

L'érosion des ETP est inéluctable et le réseau va connaître une décomposition structurelle très inquiétante.

La direction parle de redéploiement de postes et non de suppression ce qui entraînerait néanmoins une dégradation éditoriale des antennes.

Les diminutions d'ETP sont déjà visibles dans le réseau : pour rappel : -33% sur un an dont 16% de journalistes en moins.

En résumé, c'est une situation kafkaïenne car le réseau est dans l'impossibilité de faire des plans sur plusieurs années vu l'instabilité du budget de l'entreprise qui subit des coupes claires et régulières.

### Le numérique et l'info en roue libre ?

La bascule sur le site commun <u>ici.fr</u> est prévue fin 2026 après celle de Radio France prévue en début d'année prochaine ce qui signifie clairement l'abandon en rase campagne de notre propre url.

La direction réaffirme sans sourciller que « c'est une volonté de la présidence pour une meilleure visibilité du rapprochement sous la bannière ICI ».

Cette stratégie commune basée sur la proximité est mal engagée en raison des enjeux éditoriaux différents d'une maison à l'autre et d'une exposition risquée sous un nouveau pavillon.

Par ailleurs, des articles (une dizaine par semaine) sont produits pour le site france bleu.fr par l'équipe de Delphine Vialanet, la patronne du numérique, ce qui nous interroge juridiquement sur la légalité de cette démarche.

Ainsi, des journalistes de France 3 travaillent sans aucune ligne éditoriale ni responsabilité de publication pour un site concurrent au mépris de leurs contrats de travail qui ne disposent pas d'un tel avenant.

Les « on vous emmène ici » avec la visio uniquement reste « perfectible mais c'est simple à intégrer et moins cher » selon le directeur du réseau.

En ce qui concerne la grille des programmes, force est de constater que les producteurs externes sont encore largement majoritaires pour se partager la part restante du gâteau régional en dépit de nos moyens internes.

## Le trésor bien gardé du réseau.

La commission économie et structure s'est penché sur les finances du réseau sous la houlette de Philippe Angot avec un budget rectificatif imposé pour combler le déficit de l'entreprise.

Le grand argentier de France 3 qui mérite donc bien son surnom se félicite de ce bilan semestriel qui fait apparaître des économies de l'ordre de 14 millions € au 30 juin.

Des économies dues aux absences maladie non remplacées, au recul de l'alternance et aux emplois laissés vacants.

En ETP (équivalent temps plein), on atteint 2 900,6 ETP au 30 juin, en retrait de 29,4 ETP par rapport au prévu 2025 qui est de 2930 ETP.

Encore une fois le réseau fait figure de meilleur élève de la classe en dépassant ses objectifs d'économies mais il est interdit de pavoiser car le serrage de ceinture sera encore de rigueur dans les mois à venir. Résultat : le budget s'annonce encore plus resserré pour 2026.

#### Bilan social en demi-teinte.

La direction évoque une priorité donnée aux CDI, une réduction des écarts salariaux entre les femmes et les hommes, un recul des heures supplémentaires au détriment d'un absentéisme toujours aussi important notamment chez les femmes salariées et notamment des journalistes de terrain.

L'usure professionnelle et la perte de sens semblent produire un effet nocif à court terme.

La DRH en revanche s'enorgueillit d'avoir accueilli 1067 stagiaires en 2024 mais cela n'occulte pas des inquiétudes réelles comme le recul du nombre d'alternants.

Les élus font remarquer que la pyramide des âges a encore vieilli de 6 mois et que la suspension de la réforme des retraites aura un effet négatif sur les effectifs du réseau avec des départs beaucoup plus importants que prévu.

Un accord dit contrat de génération est actuellement à l'étude pour tenter de répondre entre autres à cette problématique.

Enfin l'écart entre les salaires les plus bas et les plus hauts ne se réduit toujours pas dans le réseau.

Pour info, seuls 10 salariés dont 4 femmes ont connu une augmentation individuelle de 14 000 € en moyenne sur 2 ans.

Que les gros salaires de la direction lèvent le doigt ...

#### Emploi en berne.

Des chiffres en net recul au 30 juin dernier qui interrogent sur la fragilité croissante de l'édifice réseau. Fait notable : le nombre de CDD reste haut et les postes de journalistes sont en recul de 16% en un an. Seules la Bretagne et la Bourgogne Franche Comté connaissent une évolution moyenne d'ETP à relativiser.

Au cours du premier semestre, les antennes ont connu 37 arrivées sous CDI pour 51départs. À noter qu'au 8 septembre 2025, le Réseau a pourvu 97 postes dont 63 en mobilité et 34 recrutements (54 PTA et 43 journalistes).

### Maman j'ai rétréci le BIP.

Déjà présenté en juin 2025 et validé par les élus, le projet de création d'un bureau d'info de proximité (BIP) à AUCH dans le Gers a fait un retour inattendu en CSE réseau. La surface de départ, confortable, a rétréci au lavage effectué par la direction de l'immobilier.

Cette nouvelle proposition supprime 22 m2 au projet initial et allège le loyer de 150 euros mensuels. Le montant total du loyer exorbitant est maintenant de 258 euros. Il n'y a pas de petites économies.

Conforme au schéma directeur immobilier, ce nouveau local sans douche d'une surface totale de 35 m2 avec WC à partager avec les autres sociétés du palier est le fruit du décalage grandissant entre la direction de l'immobilier et les salariés utilisateurs.

Les uns vont subir ces locaux pendant quelques décennies, les autres sont déjà sur le dossier suivant. Après avoir rendu un avis positif au projet initial en juin, les élus ont rendu cette fois un avis négatif voté à l'unanimité sur cette version minimaliste.

#### Haro sur les colos.

Le comité interentreprises de l'audiovisuel public le CI comme on l'appelle est dans une période délicate. La direction de radio France qui abonde le budget de cette structure sociale souhaite quitter le navire pour, dit-elle, donner du pouvoir d'achat à ses salariés au travers de la NAO.

Pour se faire, elle souhaite dénoncer l'accord d'usage qui lie le CI à Radio France et récupérer des fonds. Son financement représente 30% du budget total. Si cela devait se réaliser, ça serait une catastrophe pour les finances et les activités du CI.

Vos élu e s et représentant syndical SNJ : Magali Roubaud-Soutrelle, Jean-Manuel Bertrand et Hervé Colosio

Prochain et dernier CSE : les 4 et 5 novembre